



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 211 du 29 janvier 2021

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	564 557	197 208	62 276	44 039	6 001
Cas/10 000 hab.	551,86	352,16	115,33	80,07	166,69
Nombre de décès	11 520	2 071	557	664	29
Décès/10 000 hab.	11,26	3,70	1,03	1,21	0,81
Décès/cas	2,04%	1,05%	0,89%	1,51%	0,48%

Chiffres du 29 janvier 2021 à 09h30

Les fusacs des groupes nordiques ont été particulièrement dynamiques en 2020. Selon une étude de Citibank, les fusions et acquisitions des groupes nordiques hors zone "domestique" ont atteint 33 Mds€ en 2020 (23 Mds€ en 2019, 15,7 Mds€ en 2018), soit plus que ce que les groupes étrangers ont investi dans ces pays (31,2 Mds€ en 2020, 40,7 Mds€ en 2019, 45,5 Mds€ en 2018). **C'est la première fois depuis 2010 que le solde est favorable pour les groupes nordiques.** On peut notamment souligner le rachat des Allemands DSI Underground par Sandvik et Isra Vision par Atlas Copco ainsi que de l'Américain Cradlepoint par Ericsson. Les groupes nordiques ont profité de la bonne tenue des capitalisations boursières face à la crise pour augmenter leurs rachats par échanges de titres. Pour mémoire, les indices généraux des Bourses nordiques ont affiché parmi les plus importantes progressions en Europe (2020).

Danemark

L'économie et les entreprises danoises sont moins touchées par la crise sanitaire que la plupart des autres pays européens. Selon le baromètre des pratiques de paiement de la société d'assurance-crédit Atradius, la Suisse, le Danemark, la Suède et la Belgique sont les quatre pays où le moins d'entreprises ont signalé des problèmes de rentabilité, de flux de trésorerie, ou de chiffre d'affaires. Au Danemark, cela serait dû, entre autres, aux délais de paiement courts des entreprises, ainsi qu'à l'utilisation généralisée de l'assurance-crédit. En outre, le pays exporte beaucoup de produits alimentaires et de médicaments, peu impactés par la crise, et les entreprises ont été fortement aidées par le gouvernement. Si l'économie a tout de même été impactée, la Danske Bank prévoit une reprise très marquée en 2021. Son scénario principal est que le PIB danois retrouvera vraisemblablement son niveau d'avant la crise vers la fin du deuxième trimestre 2021.

La crise pourrait entraîner une augmentation record du nombre de bénéficiaires d'allocations sociales. Au cours des neufs premiers mois de 2020, ce nombre a progressé de près de 56 000 personnes par rapport à 2019, pour s'élever à un total de 761 200 personnes au troisième trimestre, selon l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*). Ces chiffres couvrent les personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite, et ne prennent pas en compte les bénéficiaires de la bourse d'études universelle (SU). La progression est notamment tirée par les bénéficiaires de l'allocation chômage (+34 000), les personnes en pré-retraite (+12 000), et les bénéficiaires des indemnités maladie (13 000). Le nombre de chômeurs bénéficiant de la Kontanthjælp (équivalent du RSA, mais avec des conditions d'attribution plus strictes) a augmenté de 3 500 personnes (sans prendre en compte les bénéficiaires qui ne sont ni au chômage, ni concernées par des mesures d'activation). D'autres catégories de bénéficiaires, tels que les personnes bénéficiant de conseil et de requalification, ont enregistré une baisse du nombre de demandeurs.

A partir de février 2021, plusieurs banques danoises vont abaisser leur seuil au-delà duquel les clients privés devront payer des taux d'intérêt négatifs sur leurs dépôts en banque. Actuellement, ce seuil est en moyenne de 250 000 DKK (33 600€), mais une dizaine de petites banques danoises (Sydbank, Fynske Bank, Jutlander Bank...) vont l'abaisser à 100 000 DKK (13 500€). Quant à la plus grande banque du pays, Danske Bank, qui avait de loin la limite de dépôt la plus élevée du secteur bancaire (1,5 M DKK, soit 200 000€), ce seuil est maintenant abaissé à 250 000 DKK (33 600€), tout comme chez Nordea et Nykredit.

Selon une étude de la Banque nationale, 2020 représente un nouveau record concernant l'achat de titres danois (publics et privés) par des investisseurs étrangers, ceux-ci s'élevant à un total de 286 Mds DKK (38,5 Mds€). Les 2/3 concernent des obligations d'État (154 Mds DKK, soit 20,7 Mds€). L'État danois avait en effet mis en vente, de façon extraordinaire, des titres de court terme l'an dernier pour environ 100 Mds DKK (13,5 Mds€). Cet argent a



notamment servi de réserve aux finances publiques, pour permettre, entre autres, de différer les paiements de la TVA des entreprises en difficulté. Pour le reste, les investisseurs étrangers ont acheté pour 63 Mds DKK (8,5 Mds€) d'obligations hypothécaires, ainsi que 34 Mds DKK d'actions (4,5 Mds€), majoritairement dans des entreprises vertes comme Vestas et Ørsted.

Depuis quelques années, de moins en moins de Danois sont inscrits en tant que mauvais payeurs sur le registre RKI (Ribers Kredit Information), d'après une étude du cabinet Experian. La hausse du nombre de ces derniers avait culminé en janvier 2014 avec près de 233 000 Danois enregistrés, alors qu'au début de l'année 2021, ils n'étaient plus qu'environ 184 000. Cette évolution témoigne d'une situation financière solide au quotidien pour de nombreux Danois, notamment grâce à des taux d'intérêt bancaires bas, un faible chômage et une solide épargne. Au total, les « mauvais payeurs » ont aujourd'hui majoritairement entre 21 à 50 ans et habitent plutôt au sud de Copenhague (9% des personnes du registre RKI) que dans le nord de l'île de Sjælland.

Finlande

La Finlande n'aura pas recours à l'instrument SURE. Le pays nordique a confirmé qu'il n'aura pas recours à l'instrument temporaire d'urgence SURE mis en place au niveau européen pour atténuer les risques de chômage. Cet instrument prévoit d'apporter une assistance financière sous la forme de prêts accordés par l'UE à des conditions avantageuses. L'objectif est de soutenir les politiques de protection des travailleurs et de l'emploi des Etats membres, et notamment les dispositifs de chômage partiel qui se sont multipliés suite à la pandémie. La Finlande justifie sa décision par le fait qu'elle bénéficie déjà actuellement de conditions de financement favorables sur les marchés.

Deux banques finlandaises vont distribuer des dividendes à leurs actionnaires pour 2020. Les banques Ålandsbanken et Aktia ont annoncé qu'elles verseraient des dividendes, et ce malgré les recommandations de la BCE et de l'Autorité de supervision financière finlandaise FIN-FSA de les reporter au moins jusqu'au 30 septembre 2021. Fin 2019, les deux banques représentaient 3,7% de parts de marché des prêts octroyés dans le pays. FIN-FSA a dit regretter ces décisions, malgré le fait que les recommandations émises ne sont pas contraignantes.

Suppression du système dit du « tunnel du chômage ». Le gouvernement entend augmenter de 80 000 le nombre de personnes en emploi d'ici la fin de la décennie. Pour ce faire, les cinq partis de la coalition gouvernementale se sont accordés sur la suppression du « tunnel du chômage », le système qui permet à un chômeur de longue durée de passer en pré-retraite à 63 ans pour une durée de deux ans. Il permet ainsi au chercheur d'emploi concerné de bénéficier de jours supplémentaires de versement d'allocations chômage. Ce système, jugé désincitatif, sera remplacé par un modèle basé sur la formation et un accompagnement renforcé des plus de 55 ans. Selon le ministère des Finances, cette mesure devrait permettre à 10 300 personnes de retrouver un emploi, tout en diminuant les dépenses publiques de 165 M€.

Norvège

Restrictions sanitaires. Face à un cluster du variant anglais dans une commune limitrophe d'Oslo, les autorités norvégiennes ont placé l'agglomération en quasi-confinement (25/01) avant de fermer toutes leurs frontières à compter du vendredi 29 janvier 00h.

Brexit : Les pêcheurs s'attaquent aux agriculteurs. Selon l'Organisation patronale pour le secteur des produits de la mer (*Sjømat Norge*), les taxes douanières sur les produits agricoles devraient être supprimées afin de bénéficier au maximum du commerce avec la Grande-Bretagne. La Présidente du conseil d'administration de l'organisation, Ingrid-Marie Sperre, explique que cela devrait être une condition imposée par la Norvège dans les négociations avec les Britanniques. « Nous ne pouvons pas sacrifier les intérêts du secteur de la pêche pour protéger le secteur agricole », considère-t-elle. L'Association des agriculteurs se dit provoquée par cette déclaration et pense que l'industrie de la pêche modifie elle-même les quotas de pêche.

La justice irlandaise a accordé un délai supplémentaire à Norwegian pour mettre en oeuvre son plan de restructuration. La compagnie aura jusqu'au 25 février pour négocier de nouvelles aides de l'Etat norvégien et un nouvel engagement de ses créanciers. Concernant une mise en faillite de sa société basée en Norvège, Norwegian aura rendez-vous avec ses créanciers norvégiens le 27 janvier. Les résultats annuels seront présentés le 18 février. DNB et Nordea ont déclaré suivre avec intérêt le dossier.

Majoration des taxes CO². Dans son nouveau plan pour le climat, le gouvernement propose de multiplier par quatre les taxes sur le CO², qui passeront de 560 NOK à 2 000 NOK en 2030 (de 54 à 191€). Le Parti du progrès, ayant déjà exprimé un avis défavorable pour une telle modification, est soutenu par le Parti du centre. « Certains pans de l'industrie norvégienne vont souffrir d'une telle augmentation de taxe », considère le porte-parole des centristes sur l'environnement, Ole André Myhrvold, qui prend l'exemple des aéroports secondaires. Il souhaite que cette



augmentation soit différenciée entre les secteurs. Le Parti travailliste, de son côté, soutient la proposition du gouvernement. « Cette mesure est la plus progressive dans le plan du gouvernement, et la seule qui aura un effet réel », selon son porte-parole sur l'énergie, Espen Barth Eide.

Hausse de l'activité sur le plateau continental norvégien en 2020. Selon les conclusions du dernier rapport de la Direction du pétrole, l'activité a augmenté sur le plateau continental norvégien en 2020. Les investissements ont atteint 155 Mds NOK (environ 15 Mds€), contre 151 Mds en 2019. La production pétrolière a passé le cap des 1,7 M de barils de pétrole extraits par jour. Selon Ingrid Sjølvberg, qui dirige la Direction du pétrole, le plan d'aide au secteur et les incitations fiscales introduites dès le début de la pandémie ont empêché la crise de frapper le secteur pétrolier et gazier l'an dernier. Selon la Direction, 50% des ressources du plateau continental auraient déjà été exploitées, et 25% resteraient à être découvertes, principalement au nord du 74e parallèle.

Suède

Le ministère suédois des Finances estime à 374 Mds SEK (37 Mds€, soit 7,5% du PIB) le coût des mesures de soutien décidées depuis le début de la pandémie. La ministre des Finances Magdalena Andersson a annoncé la prolongation de mesures en vigueur pour 63 Mds SEK (6,2 Mds€) en 2021. Ce montant s'ajoute aux 105 Mds SEK (10,4 Mds€) du plan de relance déjà adopté dans le cadre du PLF 2021 et aux 206 Mds SEK (20,4 Mds€) de mesures de soutien décidées en 2020.

SEB, Handelsbanken et Swedbank prévoient une baisse du PIB de moins de 3% en 2020. Handelsbanken et Swedbank tablent sur une baisse de croissance de respectivement -2,9% et -2,8% en 2020, bien moins que prévu dans les prévisions antérieures. La banque SEB est encore plus optimiste et annonce une baisse du PIB limitée à 2,6%. En 2021, la situation économique suédoise devrait s'améliorer avec **une croissance comprise entre 2,8 et 3%, avant de s'accélérer et d'atteindre environ 4% en 2022.**

Campagne de vaccination. Au moins 216 000 personnes ont été vaccinées au 28 janvier 2021 (environ 2,1% de la population ou 2,65% de la cible, à savoir les personnes de plus de 18 ans). Selon le coordinateur national Richard Bergström, le taux de personnes vaccinées en pourcentage de la population serait sans doute un peu plus élevé, puisque les chiffres sont communiqués au compte-goutte par les régions et avec un certain retard. La Suède serait ainsi en ligne avec la moyenne des pays de l'UE.

Un nombre croissant de Suédois souhaite se faire vacciner rapidement. Selon un sondage Aftonbladet/ Demoskop du 21 janvier, les Suédois sont de plus en plus favorables à la vaccination. 63% souhaitent désormais se faire vacciner rapidement contre 58% en décembre. Les personnes qui ne souhaitent pas se faire vacciner ne représentent plus que 6% des sondés. Les campagnes de sensibilisation sur la qualité des vaccins expliquent en partie ce regain, mais il semble aussi que l'arrivée du variant britannique et le niveau toujours élevé des contaminations soient des facteurs explicatifs.

La confédération suédoise des cols bleus (LO) souhaite que les professions particulièrement exposées à la covid-19 soient vaccinées prioritairement, comme annoncé par la Présidente de l'organisation Susanne Gideonsson. Selon elle, la surreprésentation des salariés à faible revenu ainsi que des personnes qui ne peuvent pas télétravailler, au sein des personnes contaminées, est un problème de société. Le gouvernement n'a pas réagi à la position de LO à ce stade, alors que le Parti de gauche compte soulever la question au Parlement.

Sectra remporte un contrat auprès de l'Institut Bergonié. L'Institut Bergonié, établissement privé d'intérêt collectif de lutte contre le cancer, vient de signer un contrat de 5 ans avec le suédois Spectra, entreprise d'imagerie médicale IT et de cybersécurité, pour son système de pathologie numérique. La valeur du contrat n'a pas été dévoilée.

Spotify poursuit sa stratégie de diversification dans l'univers des podcasts et livres audio. Spotify, leader mondial du streaming musical, vient d'investir 800 M€ dans le développement du podcast en rachetant des acteurs américains tels que Mégaphone, outil d'hébergement et de distribution pour les éditeurs de podcasts, ou Parcast, producteur de podcasts basé en Californie. Cette réorientation stratégique, fondée sur les synergies entre musique et podcast, a également pour but de démarquer le groupe par rapport à son principal concurrent, Apple Music. Depuis peu, Spotify développe aussi dans les pays anglophones ses activités de livres audio avec un focus sur des œuvres classiques.

Les enchères 5G suédoises ont finalisées le 19 janvier pour un montant de 2,3 Mds SEK (229 M€). Tous les opérateurs ont obtenu les fréquences souhaitées. L'opérateur historique Telia (toujours détenu à 39,5% par l'Etat) remporte 120 MHz (3500-3620 MHz), le groupement Net4Mobility (opérateurs Tele2 et Telenor) obtient 100 MHz (3620-3720 MHz), comme Hi3G Access (3400-3500 MHz), qui détient l'opérateur Tre. La société nationale audiovisuelle suédoise Teracom est quant à elle vainqueur de 80 MHz dans la gamme de fréquences 2300-2380 MHz.

PAC 2021-2022 : nouvel accord du Gouvernement sur les aides agricoles. Le 22 décembre, le gouvernement rose-vert et deux partis du centre droit (Libéraux et Centristes) ont trouvé un accord sur les montants des aides dans le cadre du programme de développement rural sur la période transitoire de la PAC (années 2021-2022). Les aides à

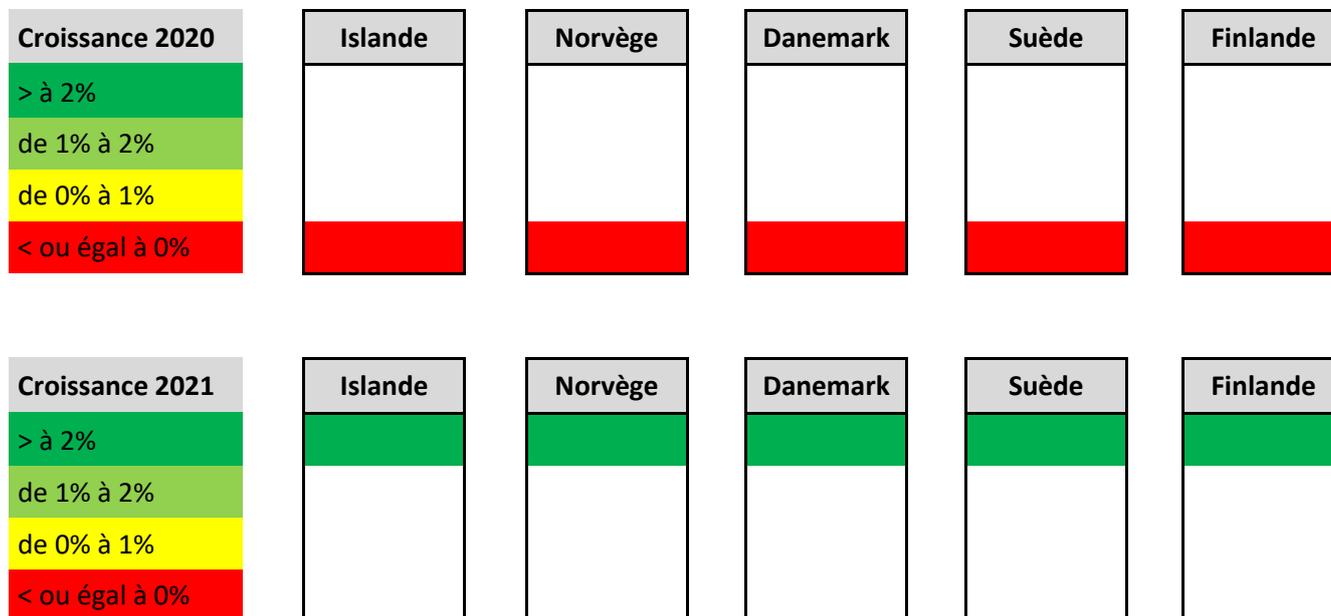


l'installation des jeunes agriculteurs sont renforcées (7,5 M€ en 2021 et 2022), ainsi que les aides aux investissements pour la performance globale (82 M€). Les aides pour les pâturages seront augmentées de 30€/hectare en 2021 et de 40€/ha en 2022 (23 M€ alloués). En sus de ces aides, le secteur agricole suédois bénéficiera de 140 M€ de nouveaux soutiens dans le cadre du plan de relance européen post-covid. Le Parti centriste (ex-Parti agraire) se félicite de ces avancées pour les agriculteurs suédois.

Covid-19 : des éleveurs danois de visons veulent s'implanter en Suède. En novembre 2020, le gouvernement danois a décidé d'abattre le cheptel de 17 millions de visons du pays en raison d'une mutation du virus détectée dans certains élevages. Moins affectée, la Suède a décidé de maintenir ses élevages même si 13 des 40 fermes suédoises ont été contaminées par la covid-19. Le pays avait 650 000 visons début novembre. Le gouvernement rose-vert s'est montré divisé sur le sujet. Début janvier, une dizaine d'éleveurs danois ont communiqué leur souhait d'ouvrir de nouveaux élevages en Suède. La fédération suédoise des éleveurs de visons Svensk Mink s'en félicite.



1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-3,3	2,5	-3,1	4,4	-2,9	3,0	-9	5,0
Banque centrale	-3,6	3,6	-3,8	2,2	-1,8	3,8	-4,0	2,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****.	-4,0	2,9	-4,5	3,2	-1,9	3,7	-3,4	3,6	-7,6	4,9
Commission*	-3,9	3,5	-4,3	2,9	-3,6	2,8	-3,4	3,3	-7,3	3,1
FMI**	-4,5	3,5	-4	3,6	-2,8	3,6	-4,7	3,5	-7,2	4,1
OCDE***	-3,9	1,8	-4,0	1,5	-1,2	3,2	-3,2	3,3	-7,7	3,0
SEB (02/2021)	-4,0	3,0	-3,3	2,8	-1,3	3,4	-2,6	2,8	-	-
Nordea (01/2021)	-3,7	2,5	-3,0	3,0	-3,4	2,7	-2,9	4,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	-3,7	2,3	-3,3	2,2	-3,3	4,0	-3,2	3,3	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2020)

** World Economic Outlook (novembre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-3,9	-2,4	-6,1	-5,2	7,6	-	-3,9	-3,6	-1,7	-
Commission*	-4,2	-2,5	-7,6	-4,8	3,1	7,8	-3,9	-2,5	-9,4	-9,2
FMI**	-4,0	-3,0	-6,8	-4,1	-1,8	2,0	-5,9	-2,0	-10,0	-7,0
OCDE***	-3,9	-2,9	-7,5	-5,1	-1,3	1,8	-4,0	-3,8	-14,4	-13

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	43,2	41,5	69,0	71,4	-	-	39,8	40,8	-	-
Commission*	45,0	41,1	69,8	71,8	46,2	43,7	39,9	40,5	60,6	67,3
FMI**	34,5	39,3	67,9	68,6	40,0	40,0	41,9	41,7	51,7	52,5
OCDE***	44,1	40,1	63,8	68,5	-	-	38,3	38,3	77,9	90,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,1	0,4	1,1	1,3	1,8	0,6	0,8	3,0	2,8
cons. privée*	-2,9	4,7	-4,4	3,5	-6,8	3,9	-4,6	3,4	-5,7	2,9
chômage (BIT)*	6,1	5,8	7,9	7,7	5,3	4,8	8,8	9,2	10,1	9,5

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

** *World Economic Outlook* (novembre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

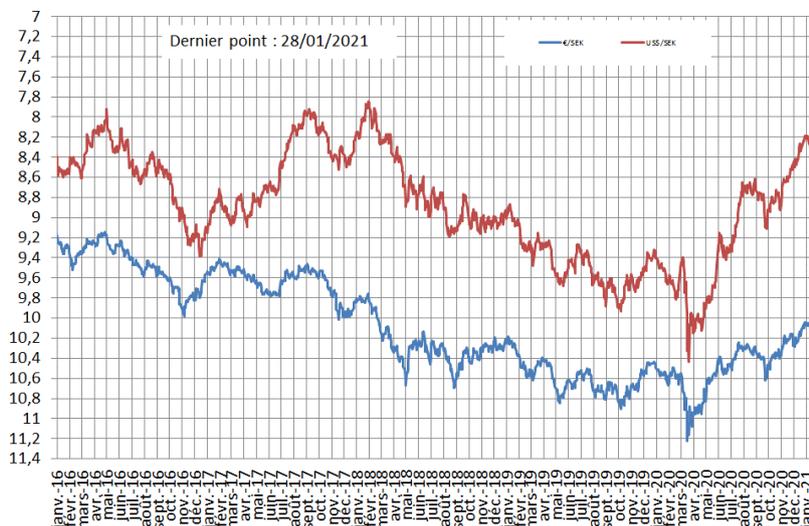
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

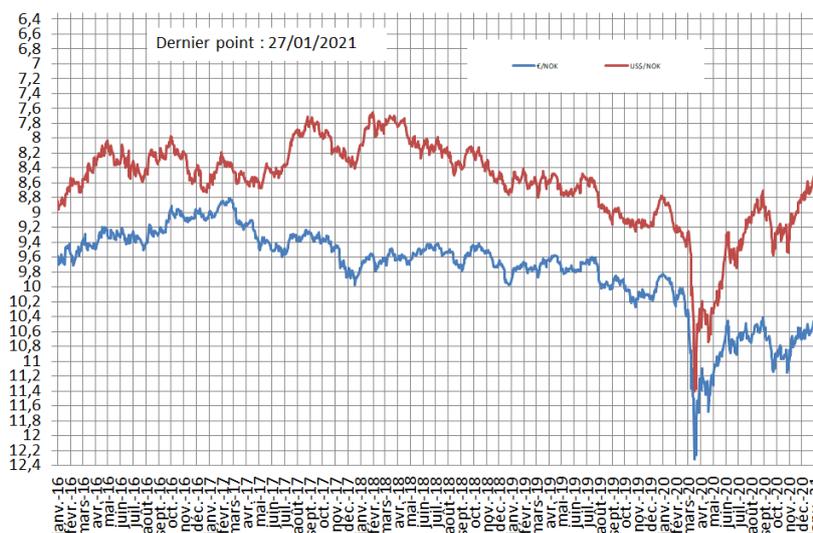


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingaliil d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini), de l'ambassade de France en Islande (E. Tredez) et du Service Économique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblement).